



Vos élus à la CAP des IAE

Gilles Van Peteghem (gilles.vanpeteghem@efa-cgc.com)

Hélène Duchemin (helene.duchemin@efa-cgc.com)

Maurice Chalayer (maurice.chalayer@agriculture.gouv.fr)

Géraldine Ruscassier (geraldine.ruscassier@agriculture.gouv.fr)

CAP-Ensemble ! cap-ensemble@agriculture.gouv.fr

DL CAP DES IAE – 6 novembre 2020

Monsieur le Président de la CAP des IAE,

Les organisations syndicales de CAP-Ensemble ! ne reviendront pas sur cette décision dommageable de réduire les compétences des CAP. C'est une atteinte à la démocratie, qui favorise l'opacité des décisions qui concernent les agent.e.s des Services Publics de l'Etat.

Alors qu'on évoque au plus niveau tout l'intérêt du dialogue social, la prise en compte de l'individu et le bien-être au travail, il est quand même curieux de supprimer un lieu où tous ces sujets pouvaient être abordés, au bénéfice de chaque agent.e, mais aussi des structures.

L'absence d'un droit d'évocation pour les promotions ne peut que laisser perplexe au regard du respect des règles de promotions que le décret relatif au statut des IAE précise et encadre.

En effet, pour le sujet qui nous concerne aujourd'hui, il est dommageable que les représentants des personnels ne soient pas mieux informés, notamment dans le tableau récapitulatif, du motif, défini dans les statuts, qui permet aux collègues de bénéficier de l'inscription à l'échelon spécial. Cela ne peut qu'accroître les doutes des représentants élus des IAE pour les prochaines promotions, notamment s'agissant du respect des règles définies dans les statuts, complétés par les lignes directrices de gestion, et par les chartes de gestion.

De même comment s'assurer que le label égalité-diversité du MAA est bien respecté, que ce soit notamment pour les collègues en situation de handicap ou l'égalité femme/homme, si les représentants élus des personnels n'ont pas accès aux informations ? En particulier, l'état du corps s'agissant des collègues promouvables n'a pas été diffusé aux élus en CAP.

Les représentants des personnels de CAP-Ensemble ! regrettent que le travail constructif réalisé depuis des années au sein de ce ministère, qui a permis de prendre en compte des situations individuelles complexes en amont de toute décision, soit abandonné aux mains d'une administration, qui est d'ailleurs totalement submergée !

Concernant le RIFSEEP pour les collègues affectés dans les établissements publics sous tutelle du MTE, nous demandons des précisions car si rien n'est fait avant le 31 décembre prochain ceux-ci risquent de se trouver sans prime sur la paie de janvier.

Tout seul on va plus vite, mais à plusieurs on va plus loin, au bénéfice de tous les collègues, et des services !